

Printemps démocratique au Proche-Orient

Omayna Abdel Latif

Un spot diffusé par la chaîne de télévision *Al Hurra*, financé par les Etats-Unis, commence avec l'image d'une irakienne entre deux âges, vêtue d'un tchador noir et portant une urne de vote avec le mot *intikhabat* (élections). Apparaît ensuite un Mahmoud Abbas souriant qui introduit son vote au cours des élections palestiniennes tenues en janvier dernier. La troisième séquence présente les manifestations organisées sur la place des Martyrs du Liban. Puis enfin, les mots « Nouveaux horizons, horizons libres » remplissent l'écran.

Pour les personnes familiarisées avec l'euphorie qui a été suivie par les médias occidentaux – notamment aux USA – à la suite des récents événements survenus au Liban, le spot ne représentait qu'un truc publicitaire supplémentaire pour présenter les événements au Proche-Orient comme une preuve du succès du gouvernement de George W. Bush.

Selon un écrivain canadien, « l'Arabie vit un printemps de démocratie », et d'après un analyste britannique, « l'esprit démocratique est en train de se réveiller au Proche-Orient ». Dans *The New York Times*, les écrivains allemands Volker Windfuhr et Bernhard Zand allaient encore plus loin : « L'esprit global de démocratie résidant à Washington semble avancer inexorablement ».

Le triomphalisme et parfois également la revendication ont dominé les médias et présenté l'image d'un Proche-Orient qui ressurgit des cendres de la dictature et de la violence. Et ce n'est pas tout, des experts des deux côtés de l'Atlantique en viennent à se demander si après tout Bush n'a pas eu raison. Cependant, sur le terrain, les choses se présentent de façon très différente. Un analyste arabe affirme que le portrait que les médias occidentaux présentent de l'évolution récente dans la région constitue « une totale distorsion des faits ». « Cela illustre plus un gouvernement qui recherche désespérément de bonnes nouvelles du Proche-Orient plutôt que le signe d'un véritable tournant au sein de la politique régionale », déclare Raguid Al Solh, un intellectuel libanais reconnu. « Il semble que n'importe où dans

la région, si le peuple se soulève contre la tyrannie, c'est grâce aux politiques désastreuses de Bush ». La plupart des observateurs, en tout cas ceux du Proche-Orient, considère qu'il est trop tôt pour évaluer la vague de réformes et pour établir que celles-ci provoqueront à coup sûr un climat politique dans lequel règnera le pouvoir populaire. Ce qui ne signifie pas que la politique arabe ne tourne pas actuellement autour d'un thème principal : le changement. « Il n'y a eu aucune autre époque où la situation a été aussi propice au changement », signale Abdul Hadi Al Khawaga, un activiste en faveur des

droits de l'Homme à Bahreïn.

Al Solh et Al Khawaga rejettent tous les deux les insinuations selon lesquelles l'invasion américaine de l'Irak serait la responsable des appels à l'ouverture démocratique au sein du monde arabe. Les graines du changement avaient déjà été semées, affirme le second en citant l'exemple de Bahreïn, qui a introduit des initiatives de réforme bien avant l'invasion de l'Irak.

Le même argument peut être élargi à d'autres pays arabes qui ont connu de grandes transformations au cours des

deux dernières décennies. Un analyste arabe chargé d'observer la démocratisation de la région considère que les changements ont commencé au cours de la décennie des années quatre-vingts, lorsque la Jordanie, l'Algérie et le Maroc ont abandonné le système de parti unique et qu'ils ont implanté un régime de partis multiple.

Les élections palestiniennes et irakiennes et les manifestations de l'opposition libanaise constituent les trois événements sur-médiatisés utilisés par le gouvernement et par les médias américains pour défendre leur cause. De nombreux analystes déclarent avec ironie qu'il s'agit précisément des trois événements ne pouvant en aucun cas être attribués à la politique étrangère américaine.

La situation est différente dans chaque pays arabe. En Palestine, « A chaque fois qu'Arafat voulait convoquer des élections, les israéliens venaient s'en mêler », explique Ahmed Barqawi, professeur de Droit à l'Université de Damas, tandis qu'au Liban, le mécontentement populaire allait être

Il est trop tôt pour mesurer l'impact des mouvements de réforme au Proche-Orient

Omayna Abdel Latif, directrice adjointe de l'hebdomadaire *Al Ahrām Weekly*, El Cairo.

provoqué par l'assassinat de Rafik Al Hariri (février 2005).

Zaid Al Ali, un analyste irakien, déclare que les affirmations selon lesquelles les élections irakiennes constituent une preuve du succès des USA ne sont qu'une vulgaire tromperie. « Nous ne devrions pas oublier que ceux qui ont voté pour l'Alliance unie irakienne l'ont fait car le premier point de leur programme était de garantir un calendrier pour le retrait des troupes étrangères ».

« Les américains n'ont commencé à parler de construction de la démocratie que lorsqu'ils ont échoué dans la recherche des armes de destruction massive qui avaient été utilisées dans un premier temps pour justifier l'attaque envers l'Irak », affirme Al Solh. Il s'agit, ajoute-t-il, d'un cas classique de rationalisation a posteriori des plans impérialistes américains. Selon Al Solh, l'idée que ces campagnes de communication visent à diffuser est que l'occupation de l'Irak a donné un nouveau souffle à la démocratie dans la région. Il y a cependant un problème. « La population se rend compte que l'armée américaine n'est pas là pour transmettre la démocratie ».

L'idée selon laquelle le Proche-Orient vit actuellement un Printemps de Prague met mal à l'aise y compris les analystes qui admettent que les USA ont

favorisé un certain mouvement au sein de la région. Même s'ils reconnaissent que la région souffre d'un déficit de démocratie, ils soutiennent que les changements actuels sont la conséquence de la convergence entre les appels locaux répétés à la démocratie exercés depuis longtemps et la pression internationale.

« Cette idée d'exporter et d'étendre la démocratie constitue une insulte pour les forces démocratiques de la région », explique Al Khawaga. « Le message transmis est que la démocratie ne peut pas surgir de l'intérieur ».

Al Khawaga, que sa longue lutte en faveur des Droits de l'Homme à Bahreïn a conduit en prison, estime que ce point de vue dévalorise les sacrifices réalisés par la plupart des activistes de la région.

Al Khawaga n'est pas le seul à croire que les perspectives des forces nationalistes engagées pour l'établissement d'un régime démocratique sans alliance avec le calendrier occidental sont loin

d'être flatteuses. L'Occident, et plus particulièrement les USA, déclare soutenir ces forces nationalistes, « mais séquestre, tout de suite après, la lutte pour la mettre au service d'un calendrier biaisé ».

Les USA utilisent le bâton de la réforme pour exercer une pression sur les gouvernements, et ce n'est pas pour que ceux-ci deviennent démocratiques, mais pour les obliger à faire des concessions, surtout en ce qui concerne leur relation avec l'Israël.

La Tunisie, déclare un activiste de Droits de l'Homme de ce pays, est un exemple parfait de ce calendrier biaisé. L'ouverture de canaux avec l'Israël devient une raison suffisante pour que les USA passent sous silence l'abominable historique en matière de Droits de l'Homme du président Zine el Abidine Ben Ali. « Il ne s'agit plus du dictateur que nous connaissons. Et toute conversation sur le

besoin de réforme est enterrée lorsqu'il baisse la tête devant Israël », déclare l'activiste.

« La programmation prévue par le gouvernement des USA pour la démocratie dans la région ne vise pas à doter le peuple d'une autonomie lui permettant d'élire ses dirigeants car, la plupart du temps ces élections iraient à l'encontre des intérêts américains dans la région. Ils s'attachent par conséquent surtout aux libertés individuelles telles que les droits de la femme et des homosexuels », déclare Al Khawaga. ■



Affiche de l'ancien président du Liban, Rafik Hariri, pendant la campagne des élections du 29 mai 2005. Les libanais votaient pour la première fois depuis le retrait des troupes syriennes du pays. / AP RADIALPRESS